

SOMMAIRE

- Page 2 : Et si le Québec devenait une nation?
- Pages 3 et 4 : Oaxaca : un souffle révolutionnaire
- Page 4 : Une lutte peu connue, celle des étudiants en soin
- Pages 5 : Un vrai droit au logement ???
- Page 6: "Soyons réalistes, exigeons l'impossible"
- Page 7 : Plus de 300 jeunes au Congrès du Mouvement Jeunes Communistes

Page 8: La révolution informationnelle

EDITO

« Ma France, elle a dix sept ans et le regard de Guy Moquet quand il est fusillé ... ». L'auteur de ces lignes? Nicolas Sarkozy, le 14 janvier 2007, lors de son discours d'investiture à la tête de l'UMP.

Il a osé. On le savait prêt à toutes les bassesses pour arriver au poste suprême mais les moyens n'avaient jamais été aussi racoleurs.

Après avoir judicieusement capté l'électorat frontiste, avoir rallié à lui l'ensemble des ses compagnons, le voici qui s'affirme l'héritier de Léon Blum, Georges Mandel, Jean Jaurès ou encore Guy Moquet, s'appropriant ainsi la mémoire de la résistance, des luttes et des acquis de la gauche.

Guy Moquet aurait été quelque peu surpris. En effet, fils de député communiste, il adhéra très tôt au Mouvement des Jeunes Communistes, puis résistant de la première heure, fut arrêté et fusillé à l'âge de dix sept ans avec 26 de ses compagnons.

Une question se pose: est ce que cette « compétition électorale » légitime la perte de toute éthique politique ?

Comment est-ce possible que Sarkozy, ambassadeur d'une droite des plus libérales puisse utiliser au sein de son discours la figure d'un résistant comme Guy Moquet ?

En effet, notre ministre de l'intérieur est l'inspirateur de réformes antisociales : contrat de travail unique s'inspirant du Contrat Nouvelle Embauche, un âge de la retraite repoussé, la radiation des chômeurs de longue durée car l'Etat ne fera « rien pour celui qui ne veut rien faire et dont la société ne peut accepter qu'il vive à son crochet » (extrait du discours de Nicolas Sarkozy).

Or Guy Moquet se battait pour des objectifs et des idéaux de transformation sociale, de liberté, d'égalité, et de fraternité. Engagé dans la résistance, il est loin d'être hypothétique de penser qu'il aurait soutenu avec vigueur la création du Conseil National de la Résistance d'où sont issus la Sécurité Sociale ou encore les services publics.

Celui-ci avait d'ailleurs écrit une lettre émouvante à sa mère la veille de son exécution, il la terminait ainsi « Vous tous qui restez, soyez dignes de nous, les 27 qui allons mourir ». Comment Sarkozy peut il avoir l'audace de s'octroyer cet héritage et d'utiliser cette figure emblématique de la résistance comme stratégie politique.

Guy Moquet fut fusillé le 15 mai 1941, mort pour la seule « faute » d'avoir porté des idées, des valeurs démocratiques.

Il ne faut en aucun cas arrêter notre combat pour la mise en place d'une société plus juste que n'hésite pas à fustiger Nicolas Sarkozy. Au vue du rapprochement des échéances électorales, à nous d'être offensifs, à nous de ne pas trahir les idéaux de Guy Moquet.

Laetitia



ET SI LE QUÉBEC DEVENAIT UNE NATION ?

Otre Atlantique, nous aurions de «vagues cousins» qui s'exprimeraient avec un accent à couper au couteau, mais voilà, nous n'en savons guère plus et les clichés nous assaillent.

Or, plus loin qu'une particularité loufoque, les Québécois représentent sur le plan politique une source d'inspiration pour les peuples qui désirent l'indépendance.

Bref historique

Indissociable de celle de la France jusqu'au 18^{ème} siècle, l'histoire des Québécoises et des Québécois est constituée de batailles et de luttes permanentes avec le pouvoir britannique et ses représentants.

Dans la deuxième partie du XX^{ème} siècle, la société québécoise connaît une onde de choc démocratique. A l'image des mouvements menés par le leader Martin Luther King aux Etats-Unis, les Québécois revendiquent la reconnaissance de leurs droits, à égalité avec leurs concitoyens canadiens.

Figure charismatique de ce mouvement révolutionnaire pacifique, René Lévesque fonde en 1968 le Parti Québécois, qui, années après années, va permettre aux Québécois de recouvrir leurs droits de manière démocratique.

La particularité québécoise au sein du Canada vue par les québécois...

On pourrait se demander pourquoi les québécois tiennent si farouchement à leur indépendance. La réponse est toujours la même.

« Nous avons une culture bien différente de celle des anglophones, d'abord par notre langue mais aussi par notre histoire qui est justement celle de la lutte contre les élites anglaises qui nous ont maintenues dans la misère pendant plusieurs siècles», Luc étudiant à l'UQAM* ... et par les canadiens

Du point de vue des Canadiens, les Québécois sont perçus comme des empêcheurs de tourner en rond. Sur le plan politique, la province du Québec est la seule à posséder une Assemblée Nationale. Cette assemblée a permis au Québec de se donner l'apparence institutionnelle et légale d'un véritable Etat démocratique. En effet, là où il existe un vide constitutionnel, les représentants du Québec ont occupé l'espace afin d'étendre au maximum le pouvoir provincial.

La souveraineté en question

Exception au sein du Canada, la société québécoise demeure divisée sur la question de l'indépendance.

Les résultats extrêmement serrés du référendum de 1996 (49,2% pour le Oui, 50,8% pour le Non) ont attesté d'une certaine frilosité de certains Québécois face à l'indépendance.

Toutefois, il a été démontré quelques années plus tard que les résultats de ce référendum étaient le fruit de manœuvres du Parti Libéral, réfractaire à toute idée d'indépendance québécoise. Le *Scandale des commandites* éclatait

alors au grand jour.

Le Parti Libéral canadien s'était en effet servi des deniers publics pour financer des campagnes pour le Non.

Dix ans plus tard, le sujet apparaît toujours aussi brûlant. Toutefois le gouvernement canadien actuel et son premier Ministre Stephen Harper ont récemment tenté de freiner les ardeurs indépendantistes avec le projet de loi visant à considérer « les Québécois [comme] une nation au sein d'un Canada uni.» Vaste fumisterie, cette déclaration n'a qu'une très faible portée, sinon celle de faire, et d'avoir fait coulé beaucoup d'encre.

Une chose est sûre, les voyageurs québécois présenteront à la frontière un passeport canadien pour de nombreuses années encore.

Sarah
(correspondante de la JC 35 au Canada)

*Université du Québec à Montréal



OAXACA: UN SOUFFLE RÉVOLUTIONNAIRE

Comment parler du Mexique... Pour faire une présentation rapide et efficace : pays 3 fois plus grand que la France, 97 millions d'habitants. Autant dire : de la diversité dans les paysages, dans la culture, dans les langues, des ethnies, mais par contre pas dans les religions ! C'est un pays catholique, très croyant et très pratiquant (au moins 5 horaires de messes par jour !).

Au Mexique, il n'y a pas d'immigration, ou si peu que les problèmes de racisme entre différentes nationalités n'existent pas. Il y a par contre un grand problème au niveau du mixité des différentes classes sociales...

Pour commencer, beaucoup de Mexicains rejettent leur propre culture: ils se moquent facilement des Mexicains aux traits indiens. La discrimination en fonction du nom existe aussi ici, et les noms mayas ou autres sont bien reconnaissables...

Ensuite, on distingue dans le pays deux grandes classes sociales. La classe riche, appelée plus couramment les Fresas, se plaît à se distinguer des autres parties de la population. Ils se regroupent dans un quartier de la ville, construisent des maisons au mur d'enceinte infranchissable, créant un cocon douillet à l'intérieur, pour mieux s'isoler du monde réel. Leurs enfants vont dans des écoles privées, pas pour le niveau d'étude mais simplement pour être sûrs qu'ils ne côtoient pas des jeunes d'un statut social trop bas...

Les enfants reproduisent donc ce système en organisant des fêtes où l'on ne trouve que les jeunes aisés

de l'université. Ces jeunes, toujours étudiants, conduisent une énorme voiture neuve, climatisée bien sûr, qui n'est pas celle de leurs parents mais la leur. Ils fréquentent tout de même l'autre classe sociale tous les jours, contrairement à ce que j'ai pu évoquer au-dessus : la muchacha qui leur prépare à manger, et qui vit dans une petite chambre dans le jardin, parfois le chauffeur ou encore le jardinier.

Cette description peut vous paraître exagérée, mais cette partie de la population que je décris existe réellement et en nombre important; elle représente au moins 30% des Mexicains, il est donc important de la connaître.

Cette partie de la population se lamentait sur la pauvreté du monde et explique la peine que lui donne la situation de son propre pays, mais ne fait rien pour la changer. C'est celle-ci, entre autres bien évidemment, qui a eu « peur » d'Obregon cet été au moment des élections, l'imaginant suivre l'exemple de Chavez.

Pour parler de l'autre partie de la population, je la vois très laborieuse, trouvant toujours un travail là où il n'y en a pas... Il s'agit de gens extrêmement pauvres, qui peuvent passer leur journée sous le soleil à vendre des boissons aux automobilistes, à les aider à trouver une place dans un parking, ou ceux qui au supermarché rangent les courses en sac... Le pourboire est donc très important au Mexique, il crée des emplois, ou sinon permet de les conserver.

Ce sont les observations que j'ai pu faire depuis que je suis arrivée, après avoir vécu presque un mois dans une famille riche, et avoir fréquenté les jeunes de l'université pu

blique dans laquelle je me trouve, et surtout, à force de vivre dans ce pays tout simplement...

Ces inégalités extrêmes expliquent le caractère frondeur de la société mexicaine.

Les manifestations organisées dans l'Etat de Oaxaca depuis 6 mois, qui demandent la démission du gouverneur Ulises Ruiz ne cessent pas et se trouvent actuellement à la limite de la guerre civile.

L'Etat de Oaxaca est situé au sud du Mexique, frontalier avec l'état des Chiapas, pays d'organisation des Zapatistes. L'Etat d'Oaxaca est depuis longtemps en lutte contre l'oppression, en lutte pour des terres, des revendications ethniques, des actions pour des meilleurs prix des produits agricoles...

Tout a commencé en avril 2006, quand une grève de mineurs dans la région du Michoacan a été soumise à une très forte répression. Puis, le 22 mai 2006, a commencé une forte mobilisation d'enseignants, elle aussi suivie d'une très forte répression.

Ce fut le point de départ du soulèvement du peuple de Oaxaca le 14 juin dernier qui réclame la destitution du gouverneur de l'état de Oaxaca.

L'assemblée populaire des peuples de Oaxaca (APPO) regroupe près de 350 organisations, communautés indigènes, syndicats et associations civiles.

Le but de ce mouvement est d'éliminer la distance entre le peuple et son représentant, autorisant la destitution du pouvoir de celui qui oublie ce pourquoi il a été élu.

(Suite page 4 ...)

(... suite de la page 3)

Les mots d'ordre sont : démission ou destitution du gouverneur, retrait des forces militaires et de la police fédérale, libérations des prisonniers et prisonnières politiques, et justice pour les victimes de ces agressions.

Le fait que le mouvement ait débuté de la révolte des enseignants n'est pas innocent : les enseignants, dans la région de Oaxaca ont toujours fait partie de toutes les luttes. Ces derniers travaillent dans des conditions très précaires, voyant les élèves abandonner l'école pour aider les parents aux champs. En cela les enseignants n'ont plus un rôle uniquement au sein de leur syndicat mais deviennent aussi porte-paroles des communautés. Ce sont ces enseignants qui ont pris la capitale de Oaxaca et par la suite assumé son pouvoir politique. Une grande partie de la population oaxaqueña a rapidement rejoint le mouvement, révoltée par la fraude électorale qui a permis au gouverneur Ulises Ruiz d'arriver au pouvoir en 2004, autant que par la répression qu'il avait mise en place lors des dernières manifestations.

Le gouvernement a lancé un programme d'actions fédérales et nationales pour calmer la protestation sociale. Conséquences : des exécutions, des détentions, des blessés, et des disparitions, dont vous pouvez largement entendre parler dans les journaux, même français.

Le gouvernement de Oaxaca a fermé les radios communautaires de peur des messages que peuvent diffuser ces émissions. Le gouvernement mexicain répond clairement à la révolte sociale par une démonstration de force.

Dans le reste du pays, les manifestations de soutien à l'Etat de Oaxaca ne cessent pas, mais ne prennent pas la dimension à laquelle on pourrait s'attendre après 6 mois de lutte.

Il m'apparaît que le problème reste vraiment au niveau de cet Etat. A noter, tout de même l'appel mondial de l'EZLN, mouvement des Zapatistes, au soutien du peuple de Oaxaca le 22 décembre 2006, ainsi que la participation de 46 villes du monde dans la mobilisation du 20 novembre.

De même, le Parti Communiste Français, ATTAC France et le secrétaire international de la CNT ont pris position en solidarité avec Oaxaca, dénonçant la répression contre le mouvement populaire et les violations des droits humains commises lors de celles ci.

Mona

(correspondante de la JC 35 au Mexique)

UNE LUTTE PEU CONNUE, CELLE DES ÉTUDIANTS EN SOINS INFIRMIERS

Depuis plusieurs mois, les étudiants en soins infirmiers luttent. En effet, cela fait plusieurs années que l'exaspération monte. Malgré les effets d'annonce du gouvernement : augmentation du numerus clausus en médecine, création d'un ordre infirmier, rien ne change. La charge de travail ne cesse de s'accroître : beaucoup d'infirmiers, de médecins, d'aides-soignants vont partir en retraite. Pourtant ils ne seront pas tous remplacés. Ce manque de personnel nuit gravement, non seulement à la qualité des soins prodigués aux patients, mais également aux étudiants qui peuvent être parfois utilisés comme salariés plutôt que comme stagiaires. Il n'est donc pas rare de voir des étudiants infirmiers effectuer le travail d'aide-soignant. De plus le diplôme d'Etat n'est reconnu que bac +2, alors que la formation dure 3 ans et demi !

Ce que réclament les manifestants de l'automne dernier : un vrai statut d'étudiant (ils sont actuellement sous la tutelle du ministère de la santé), une revalorisation des indemnités perçues lors des stages (actuellement une dizaine d'euros par semaines), de meilleures conditions pour les stages.

Alors que la campagne présidentielle débute, il faut que les candidats écoutent les jeunes et répondent à leurs attentes. Ainsi, les propositions formulées par le PCF, et notamment l'idée d'une loi d'orientation pour la jeunesse (allocation d'autonomie, rémunération des stages, ...) expriment la volonté de satisfaire ces exigences.

Thibault



UN VRAI DROIT AU LOGEMENT ???

Il y a quelques semaines, l'action d'associations, telles les Enfants de Don Quichotte, prolongées par celles du DAL⁽¹⁾ et de MACAQ⁽²⁾ avec la réquisition d'immeubles vacants (dont l'un d'entre eux fût transformé en « ministère de la crise du logement »), a mis le thème du logement au centre de la campagne présidentielle. De manière assez opportuniste, la droite a annoncé la mise en place d'un droit au logement opposable.

Le passage au parlement de ce projet de loi ne devrait pas beaucoup satisfaire les associations. Les sénateurs discutent plus d'un droit à l'hébergement que d'un véritable droit au logement décent pour tous et partout. Ce n'est pas cette posture de charité et d'indignation médiatique qui va résoudre cette crise ancienne.

Rappelons que cette crise ne concerne pas que les SDF (il y en aurait environ 100 000 en France). Selon la fondation l'Abbé Pierre, 3.2 millions de personnes sont mal logées et près de 6 millions en situation de réelle fragilité à court ou moyen terme. La pénurie de logement fait s'envoler les prix des loyers comme les prix de l'immobilier. Alors que de très nombreux foyers souffrent, les spéculateurs immobiliers et les marchands de sommeil n'ont jamais fait autant de profit.

Malgré, les beaux discours de M. Borloo, le gouvernement n'a cessé d'aggraver la situation. Il y a des constructions de logements sociaux certes, mais c'est surtout la catégorie la plus chère de HLM qui a été favorisée, catégorie inaccessible aux 2/3 des demandeurs.

De plus, les offices publics d'HLM sont dans leur collimateur, sans moyens, encouragés à privatiser leur patrimoine.

Quant aux maires (souvent communistes) qui prennent des arrêtés pour interdire les expulsions locatives, ils sont systématiquement attaqués en justice.

La politique de la ville encourage la démolition sans que les reconstructions ne soient toujours au rendez-vous. Elle continue d'encourager un véritable « apartheid urbain ». Plus d'un million de foyers attendent un logement social. Pourtant, aujourd'hui dans notre pays, on détruit plus de logements sociaux que l'on en construit. En fait, comme dans tous les domaines, le gouvernement mène sa politique ultra-libérale, en cassant les politiques publiques au profit de la loi unique du marché.

Il faut, au contraire, une politique qui garantisse à tous le droit fondamental à un logement de qualité. C'est pour cela que Marie-George Buffet propose la création d'un outil républicain pour assurer la mise en place effective de ce droit : un service public du logement et de l'habitat. Il aurait en charge, avec une mobilisation importante de moyens financiers, la construction de 120 000 logements sociaux par an, de haute qualité environnementale, à loyer modéré.

Une véritable sécurité sociale du logement doit être créée, assurant le droit à disposer d'un toit tout au long de sa vie. Il faut limiter le coût du logement à 20 % des reve-

nus d'un foyer et faire appliquer la loi SRU (dite « loi Gayssot »), imposant 20% de logement sociaux dans les communes. Nicolas Sarkozy, maire de Neuilly (3 % de logements sociaux) préfère payer des amendes plutôt que d'appliquer la loi. L'inéligibilité de ces maires hors-la-loi ferait sûrement changer bien des comportements.

Pour le logement comme pour bien d'autres domaines, c'est un choix de société que nous allons devoir faire dans les prochaines semaines: droit de propriété et droit de faire des profits contre droit au logement décent pour tous !

Aurélien

⁽¹⁾ DAL (Droit au logement) : association pour la défense des sans-logis.

⁽²⁾ MACAQ : Association à but socio-culturel née en mai 2001 qui a pour objectif de créer une dynamique de quartier.

SDF : ÇA VA CHANGER ?



" SOYONS RÉALISTES, EXIGEONS L'IMPOSSIBLE "

Telle était la maxime d'Ernesto Guevara, cette courte phrase pourtant pleine de sens incarne de manière magistrale une traditionnelle opposition rhétorique entre la gauche et la droite. L'un des principaux arguments de cette dernière est en effet de critiquer le communisme comme étant *idéaliste* : avec certes de belles idées, mais inapplicables, utopiques, en somme pas *réalistes*.

On notera en aparté que provoquer un tel débat est bien utile lorsqu'il s'agit de faire oublier que le rôle de la droite est de protéger les nantis. Mais passons, car cette thématique réactionnaire est une véritable duperie intellectuelle : on peut avoir un certain idéalisme tout en étant réaliste.

On peut ainsi s'amuser à retourner la balle à l'envoyeur, car croire que les sociétés peuvent s'autoréguler par la " main invisible " du marché, et améliorer le sort de tous ainsi, n'est-ce pas cela la véritable utopie ? Tout comme elle fait appel au dogme de la concurrence et de l'économie de marché, la droite, dans ce débat, impose sans aucune justification que tout idéalisme est forcément irréaliste, sans se poser les questions de fond quant à ce que contient l'idéal en question, ni de ce que ceux qui le prônent proposent pour le réaliser.

En effet, les propositions communistes doivent être jugées au travers de deux grilles d'analyse : celle du court terme / long terme ; et celle du théorique / empirique. L'idéal communiste représente ainsi le théorique de long terme, mais qui d'une part est amené à évoluer sans cesse au gré des avancées sociales, et d'autre part doit être réalisé empiriquement, c'est-à-dire être

confronté et s'adapter aux *réalités* du terrain.

Mais avoir un idéal de long terme ne signifie en aucun cas qu'il faille négliger le court terme ! Le présent, c'est-à-dire la vie des gens au quotidien ne doit en aucun cas être sacrifié au nom d'un avenir hypothétiquement meilleur. Proposer la hausse du Smic à 1500 euros immédiatement, cela n'a rien d'utopique, c'est du concret, du solide.

Dans les années 1960-1970, les mairies communistes de banlieues ont organisé pour les enfants issus des milieux populaires des colonies de vacances, de sorte qu'ils aient eux aussi le droit de voir la mer et de s'y baigner au moins une fois dans leur vie.

Qui peut parler ici d'utopie ? Qui peut parler d'utopie lorsqu'il est question de tous ces acquis, dus en grande part au Parti Communiste, que sont les congés payés, la réduction du temps de travail, les droits sociaux, la sécurité sociale...

Cette dernière est d'ailleurs un exemple pour le moins exceptionnel. Elle fut en effet imaginée pendant la guerre, par le Conseil National de la Résistance, et elle fut mise en place au lendemain de celle-ci, dans une France dévastée, où tout était à reconstruire !

Pour en revenir au titre de cet article, ce que l'on peut faire dire à cette phrase, c'est qu'il s'agit de rester réaliste par rapport aux conditions actuelles, et face à elles, d'avoir un réel idéal solide.

La lutte sociale ne peut être motivée seulement par de modestes avancées, il faut toujours avoir un objectif précis, un objectif de long terme, et ne pas rester arc-bouté sur une logique court-termiste qui viserait par exemple seulement à limiter l'érosion de l'État Providence face à la mondialisation plutôt que de repenser fondamentalement celui-ci pour l'adapter et l'améliorer.

La notion d'émulation est ici capitale : c'est en sublimant un idéal que l'on parvient à trouver l'énergie, la motivation nécessaire pour s'investir de manière déterminante dans un mouvement social. Il faut donc un but lointain, un idéal de long terme certes impossible à mettre en œuvre à court terme, mais nécessaire pour créer l'émulation indispensable à la réussite de toute lutte sociale, visant notamment à améliorer à court terme, la vie, le quotidien de tous.

François



PLUS DE 300 JEUNES AU CONGRÈS DU MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES!

Le congrès national du MJCF (Mouvement Jeunes Communistes de France) s'est tenu du 14 au 17 décembre 2006 à Ivry-sur-Seine. Il aura été l'occasion de définir les visées du mouvement et les moyens de parvenir au monde que nous souhaitons.

La commission des mandats a permis de mieux connaître ceux qui se sont déplacés à ce congrès. On peut retenir que 41% des camarades venaient de Paris et sa banlieue, que 37 % des congressistes étaient des femmes et enfin que la moyenne d'âge atteignait 22 ans.

Ce congrès s'est donc tenu durant trois jours où ont été amendés plusieurs textes représentatifs des engagements des jeunes communistes, et cela jusqu'au prochain congrès dans trois ans.

Nous avons donc voté, à grands coups de mandats levés en l'air, durant trois jours, pour les textes : « Précarité », « Vivre ensemble », « Savoirs-Education », « Monde », « Quelle société voulons-nous? » et enfin « Structuration ».

Que ces textes aient été appelés « chantiers » a pu faire débat mais après tout il ne tient qu'à nous qu'ils ne soient pas « rangés au placard » et deviennent la base de construction de notre engagement pour les prochaines années...

Les Jeunes Communistes d'Ille-et-Vilaine avaient proposé quelques amendements votés lors de leur congrès départemental. Certains ont été retenus pour la rédaction des nouveaux textes, d'autres non maintenus ont donc été repropo-

sés au congrès national comme la suppression de l'Union des Etudiants Communistes (UEC) qui n'a finalement pas été acceptée lors du vote.

La séance étudiante a permis aux étudiants de se réunir et au collectif national de l'UEC d'élire son secrétaire national : Igor Zamichei.

On peut noter la réparation du journal *Clarté*, revue d'esprit critique, à l'instigation des étudiants communistes de Paris.

Concernant le conseil national, il est désormais composé de 97 membres, et a réélu à l'unanimité Cédric Clérin comme secrétaire national du MJCF.

Durant ces trois jours, les délégués du MJCF ont pu accueillir et écouter des camarades et sympathisants de France et du monde entier : Fidel Nitiema, porte parole des « 1000 de Cachan » ; Marie-George Buffet ; Louis Baillot représentant « Pour le salut des vétérans du PCF » ; Hind Koury,

déléguée générale de la Palestine en France, ainsi que des délégués Vénézuéliens, Cubains et Iraquiens... **Camarades de tous les pays unissons-nous!!!**

En somme voilà ce qu'a été le congrès du MJCF : des amendements, des votes (oui beaucoup !), des débats, des coups de gueule, des rencontres, du café et (indispensable !) des repas festifs et le sentiment de repartir plus riche qu'à son arrivée et de s'être rendu compte que les jeunes communistes sont organisés et nombreux.

C'est parti pour une excellente année de lutte en 2007 !

Elsa

NOTA : Le MJCF est composé de la JC (Jeunesse Communiste) regroupant lycéens et jeunes travailleurs et de l'UEC réunissant des étudiants.



LA RÉVOLUTION INFORMATIONNELLE

Dans notre société, les technologies et la vitesse de l'information sont neuves. Toutes ces technologies sont aujourd'hui devenues des détails de la vie courante, mais derrière elles se cachent une importante mutation de la société. Ces changements sont les fruits d'un stade de développement humain comparable à la révolution industrielle: la révolution informationnelle.

Pour comprendre cette révolution informationnelle, il est important de comprendre les évolutions de la société, l'histoire humaine dans son ensemble.

L'humanité s'est distinguée par sa capacité à produire ses moyens d'existence, et s'il le faut, à produire plus que nécessaire. Pour ce faire, les êtres humains se sont progressivement affranchis des limites de leur espèce grâce au développement des outils (qui sont un prolongement du corps) et au développement des capacités humaines comme le langage. On assiste à une réaction des outils et des capacités humaines.

Dès lors, un pas est franchi : l'homme n'est plus dépendant de l'outil, mais surtout on a placé un intermédiaire entre l'homme et sa production. Même si cet intermédiaire n'est qu'un prolongement du corps, le changement est colossal. Cet évolution technologique se traduit par une évolution sociétale :

c'est l'époque des empires et des monarchies, l'humanité est passée d'une organisation tribale à une organisation féodale.

Le stade de développement suivant dans l'histoire humaine est la révolution industrielle. L'essentiel de la révolution industrielle n'est pas le développement économique et technologique lui-même, mais le fait que le mouvement de l'outil est le prolongement d'un mécanisme et non plus du corps humain. La machine remplace une capacité musculaire de l'humain, ce qui permet une intensification de la production: nouveau progrès pour l'agriculture : il y a besoin de moins en moins d'hommes pour produire les biens vitaux.

Cependant, la création des usines a accentué la séparation entre l'organisation et l'exécutif.

Ceci, couplé à l'exportation massive des technologies et du modèle sociétale européen, impose le capitalisme partout dans le monde et crée une interdépendance des sociétés humaines. L'objectif est de libérer ces sociétés des rapports de domination qui régissent cette interdépendance.

Nous arrivons enfin au sujet de l'article : la révolution informationnelle. La nouveauté : un intermédiaire supplémentaire à qui l'on transmet des données, des informations (l'information est une don-

née sur le réel) qui commande l'action des machines. Une partie des fonctions du cerveau humain est externalisée. La révolution informationnelle est basée sur ces nouveaux intermédiaires. Grâce à elle on peut agir plus efficacement sur les objets eux-mêmes.

La question est : est-ce que la révolution informationnelle est à la mesure du développement humain ? La révolution informationnelle décharge le cerveau humain de ces mécanismes, mais l'utilisation de ces outillages nécessite un développement des capacités humaines comme autrefois la maîtrise du langage. Ce qui doit primer c'est donc la formation et la culture.

Le capitalisme, en considérant les dépenses humaines comme un coût qu'il faut réduire, n'est pas en phase avec cet objectif, ce qui explique la crise du système qu'on connaît depuis la fin des trente glorieuses. La révolution industrielle ouvre un champs des possibles immenses qu'il ne faut pas laisser aux mains d'une minorité : le développement humain doit être un développement des savoirs des pouvoirs des êtres humains en totale égalité entre eux.

Encore une fois, l'évidence : il faut passer à un système communiste car ce serait le seul à même d'utiliser la révolution informationnelle pour faire progresser l'humanité.

Vincent

BULLETIN DE CONTACT

Je souhaite rencontrer les Jeunes Communistes d'Ille-et-Vilaine

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone : Email :



A RENVoyer À : MJCF35 - 30, RUE LOUIS HÉMON - 35 200 RENNES